

DÉBAT INTERVENANTS

Masood Ahmed, président du Center for Global Development, ancien directeur du département Moyen-Orient et Asie centrale du FMI

Il nous reste 37 minutes. Je veux m'assurer que nous accordons du temps aux personnes assises dans la salle pour qu'elles puissent poser des questions. Ce que je voudrais faire maintenant, si c'est possible, c'est vraiment poser à chacun de vous une question à laquelle j'aimerais que vous répondiez très rapidement en deux minutes.

La première question que je me pose s'adresse à vous, Madame Touré, concernant cette vision de cadres multiples et coexistants que vous aviez. D'une certaine manière, vous les avez déjà. De votre point de vue, est-ce que ce serait un bon ou un mauvais résultat ?

Aminata Touré, ancien Premier ministre du Sénégal

Eh bien, j'ai maintenant passé quelques années dans les organisations multilatérales. J'ai été membre du personnel de l'ONU pendant de nombreuses années, je suis allée au gouvernement et je suis sortie de ce processus en pensant qu'il fallait certainement des cadres. Il faut de nombreux cadres, et je parle toujours du point de vue de l'Afrique aujourd'hui – je veux dire, après avoir été au niveau mondial, je me concentre maintenant sur l'Afrique – d'ailleurs, le continent le plus riche, en tout cas, et le plus pauvre.

Premièrement, quel que soit le cadre qui traitera de cette question, nous en ferons partie. Deuxièmement, je pense que le sentiment sur le continent est que nous devons prendre nos affaires en main : comment renforcer l'union africaine, comment nous assurer que nous sommes guidés par nos propres intérêts, car c'est ainsi que le monde fonctionne, et nous allons être plus avant-gardistes en termes de défense de nos intérêts, être très fermes sur toutes les questions et faire valoir nos propres arguments.

Lorsque vous parlez de forcer certains pays à participer, cela me plaît. Ce fut le cas pour la guerre Russie-Ukraine. La plupart des pays africains considèrent cela comme une guerre entre hommes blancs et n'ont tout simplement pas pris position – et c'est notre droit – comme n'importe qui.

Cependant, je pense que la question à laquelle il faut réfléchir est la suivante : comment allons-nous pouvoir avancer pacifiquement vers un ordre plus égalitaire ? Un ordre qui respecte l'environnement, qui met aussi les femmes sur un pied d'égalité. Personne n'a soulevé la question des inégalités et de la nécessité pour les jeunes d'en faire partie – et de la nécessité pour les entreprises de regarder au-delà du profit, car nous sommes, au moment où nous parlons, dans un monde axé sur le profit. Cela ne suffit plus.

Voulons-nous subir des changements par révolution, ou voulons-nous être intelligents et mettre en place des cadres égalitaires où une véritable discussion émerge sur ce que nous voulons construire pour l'avenir ?

Chaque fois que je viens dans ce pays, aux Émirats, je me souviens qu'il y a 100 ans, Dubaï était un petit village de Bédouins. Comment le changement s'est-il produit ? Cela veut dire que c'est possible. Cela signifie qu'on peut accélérer le changement – et alors on peut avoir une discussion plus sensée, car nous avons une discussion qui n'a pas de sens parce qu'il y a un groupe de pays très riches face à des pays très pauvres. Cependant, au sein de ces pays, il existe également un énorme écart.

Je visitais le sud du Sénégal, dans les zones minières, juste avant ma venue. Je veux dire, c'était terrible. On a de très grandes sociétés minières qui extraient l'or du pays, et elles n'étaient même pas capables de construire une route décente, parce que ça ne les intéresse pas. Il y a juste un aéroport où on peut faire atterrir des jets privés. Voilà le monde dans lequel nous vivons.

Alors, comment allons-nous mettre sur pause et revenir ensuite à la promesse que les Nations Unies étaient censées être et partager les intérêts communs en tant qu'êtres humains ? En dehors de cela, les gens que je rencontre actuellement, même au sein de l'élite intellectuelle, disent : « Pensons à nos propres intérêts, comme le fait le reste du monde. Les droits humains ? D'accord, on peut en parler de manière très globale, mais ce n'est pas une réalité ».

C'est ainsi que nous voyons les choses. Alors, quelles sont les solutions que nous voulons proposer, qui soient centrées sur les droits humains, qui soient égales et préservent l'environnement, au-delà de la simple recherche du profit ?

Masood Ahmed

Merci beaucoup. Le message est que vous voulez être clairs sur vos propres intérêts et vous engager dans de multiples conversations et cadres, mais en étant clairs sur ce qui est dans l'intérêt du continent et en vous organisant pour mieux représenter ces intérêts. Dans ce contexte, je suppose que vous et de nombreux dirigeants africains accueilleriez favorablement la décision de faire de l'Union africaine un membre permanent du G20 – car je pense que, d'une certaine manière, c'est un forum où cela pourrait se produire.

Qiao Yide, je voulais vous poser une question. Vous avez dit que vous aviez cette perception de vos quatre scénarios différents : dans quelle mesure l'issue de ces scénarios est-elle fonction de la relation entre les États-Unis et la Chine ? Dans quelle mesure cela va-t-il vous mener où vous voulez vous retrouver ? Quelle serait votre réponse rapide ?

Qiao Yide, vice-président et secrétaire général de la Shanghai Development Research Foundation

Oui, je suppose que la relation entre les États-Unis et la Chine est probablement l'une des relations les plus importantes, qui sera à l'origine de nombreux facteurs, notamment des tensions géopolitiques.

Même si les pays européens disent à la Chine : « Ne nous regardez pas comme si nous étions les États-Unis », lorsqu'ils vont aux États-Unis, ils disent au gouvernement américain : « Ne nous regardez pas comme si nous étions la Chine ». Cependant, les relations entre les États-Unis et la Chine jouent désormais un rôle très important. Si elles continuent à se détériorer, le scénario 4 se produira.

La bonne nouvelle de ces derniers mois est que nous constatons une certaine diminution des tensions entre les États-Unis et la Chine. Il n'y a peut-être pas une grande amélioration, mais les tensions ont été réduites. Je pense que c'est bon pour les États-Unis, pour la Chine et pour le reste du monde.



Cependant, en même temps, nous devons comprendre que la politique « avec une petite cour et une haute clôture » adoptée par le gouvernement américain à l'égard de la Chine ne changera pas. La concurrence ne changera pas, mais les tensions se sont atténuées.

Voilà ma conclusion.

Masood Ahmed

Je vous remercie. Merci d'avoir été si clair à ce sujet. Bien sûr, il faut voir quel est le mécanisme par lequel les petites cours restent petites, car les pressions internes dans tous les pays seront d'agrandir la cour sans se soucier de la hauteur de la clôture.

Maintenant, je veux me tourner vers vous, Hye-min, et vous poser une question. Supposons qu'il y ait une amélioration continue dans les relations entre les États-Unis et la Chine, mais que des tensions subsistent – notamment en ce qui concerne l'établissement de règles mondiales. Dans quelle mesure les puissances moyennes peuvent-elles créer un ensemble de règles qui régissent les relations entre elles, même si les plus grandes économies du monde n'y participent pas aussi activement ?

Je pense à la manière de résoudre les différends à l'OMC, où le processus formel est gelé, mais il existe un processus parallèle créé par les puissances moyennes qui vise essentiellement à gérer les différends comme si tout se déroulait plus ou moins au sein de l'OMC. Dans quelle mesure pensez-vous que ce pourrait être un modèle qu'on pourrait utiliser de différentes manières pour fournir un cadre mondial ?

Lee Hye-min, conseiller principal de KIM & CHANG, ancien sherpa du G20 pour la Corée, ancien ambassadeur de Corée pour les Affaires économiques internationales

Merci pour ces questions. En fait, ce que vous évoquez c'est une idée qui, en réalité, ne peut pas s'appliquer. En fait, les États-Unis, l'Union européenne et la Chine sont les seules puissances qui élaborent les réglementations. Sans elles, ce n'est pas possible.

J'ai participé aux négociations du Cycle d'Uruguay dans les années 80 et 90. Malgré la participation de plus de 100 pays, il s'agissait *de facto* de négociations bilatérales entre la communauté européenne de l'époque et les États-Unis. Aujourd'hui, le paysage a totalement changé, notamment avec l'adhésion de la Chine à l'OMC en 2001.

Je pense qu'il est très important de persuader les puissances moyennes de jouer leur rôle – y compris la Corée, le Japon, l'Union européenne si vous dites que c'est une puissance moyenne, le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays – de persuader à la fois la Chine et les États-Unis de participer au renforcement d'un ordre international fondé sur des règles, car c'est la seule solution à leur différend. Sans règles claires, ils ne peuvent conclure aucun accord.

Je pense que les puissances moyennes doivent redoubler d'efforts pour persuader respectivement la Chine et les États-Unis d'honorer les engagements déjà pris et d'accepter de renforcer l'ordre fondé sur des règles.

Masood Ahmed

Merci beaucoup. C'était également très clair. Le rôle des puissances moyennes n'est pas de créer un cadre qui fonctionne pour elles car, d'après ce que vous dites, cela ne fonctionne pas sans l'adhésion de la Chine et des États-Unis – mais elles peuvent jouer un rôle majeur de persuasion, et je pense que c'est tout à fait pertinent dans le cadre d'une conversation que nous aurons plus tard sur le changement climatique.

Nous allons avoir une COP ici dans quelques semaines, est-ce que c'est l'approche qu'il faut suivre également lors de la COP ?

Pierre, je veux vous poser une question : vous aviez une très longue liste de choses dans l'ordre mondial qu'on doit corriger.

Tout le monde peut ajouter à cette liste. Si nous faisons un tour de salle, nous y ajouterons encore 20 choses. Quel est, diriez-vous, l'ensemble des questions sur lesquelles nous ne pouvons progresser sans coopération internationale et pour lesquelles il est dans notre intérêt mutuel de créer un cadre pour les gérer ?

Et puis, il y a d'autres domaines dans lesquels il serait bon de coopérer, mais, sans cette coopération, le monde continuera à avancer bien que péniblement. Quelle est votre liste de priorités ?

Pierre Jacquet, professeur d'économie à l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC), membre du Cercle des Économistes

Eh bien, il existe de nombreuses façons de répondre à cette question. Premièrement, je serais tenté de dire que ce que je pense personnellement n'a pas d'importance, car ce que nous devons faire, c'est parvenir à un consensus pour lancer une action collective. Pour que cela se produise, nous devons discuter. Je pense que la priorité aujourd'hui n'est pas de choisir un problème et une solution, mais de se rencontrer, de discuter et de voir où se situent les intérêts nationaux et comment ils peuvent être combinés pour définir un bien commun.

Cependant, bien sûr, en tant qu'analyste, je suis tenté de répondre différemment et de dire qu'il existe aujourd'hui des problèmes majeurs qui ne peuvent être résolus sans une action collective – et le changement climatique en est certainement un.

Il faudra un mélange de ces deux approches. Je pense que nous arrivons à la table des négociations avec des idées, avec des convictions, mais ces convictions ne peuvent aboutir que si elles sont partagées par d'autres. Cela fait partie du processus de négociation et, pour négocier, vous devez comprendre et essayer d'en savoir plus sur les autres parties. C'est pourquoi je pense qu'il faut davantage de recherche et de connaissances pour mieux comprendre nos partenaires et alliés potentiels. Nous travaillons avec des stéréotypes et cela ne va pas faciliter la négociation.

Maintenant, il existe une troisième façon de répondre à votre question, à savoir que nous ne pouvons pas progresser sans une vision commune, ce qui constitue au moins une partie des négociations internationales.

La difficulté est que, si l'on regarde l'histoire, les visions mobilisatrices communes ou les visions partagées ont tendance à émerger des guerres. Par conséquent, pour paraphraser William James au début du XX^e siècle, une grande question se pose aujourd'hui : quel est l'équivalent moral de la guerre aujourd'hui ? Des objectifs de développement durable ? Peu probable. Le changement climatique ? Encore une fois, peu probable. Une économie Net Zéro ? Ne mobilise pas assez. Où est le projet mobilisateur qui peut générer une vision partagée à l'échelle mondiale ?

Je ne sais pas et cela m'effraie car cela signifie que nous pourrions avoir besoin d'une crise énorme – bien plus importante que ce que nous avons vécu – ou d'une grande guerre pour nous régénérer et parvenir à une vision commune. Ce n'est évidemment pas un scénario privilégié.

Je m'arrêterai là car ce n'est pas très optimiste, mais je crois que le pessimisme de l'analyse peut conduire à l'optimisme de l'action, et que nous avons besoin de discussions plus multilatérales. De la même manière, même lorsque les sommets n'aboutissent à aucune conclusion pratique, cela ne signifie pas qu'ils ne sont ni utiles ni couronnés de succès.

Masood Ahmed

Merci beaucoup, Pierre. Cela commençait à devenir un peu sombre. Vladislav, êtes-vous d'accord sur le fait que nous avons besoin d'une vision commune et de compréhension mutuelle avant de pouvoir réellement parvenir à des accords sur ce qui nous tient à cœur ? Il peut être assez difficile de parvenir à une vision commune sans une nouvelle crise. Pensez-vous que, dans notre intérêt mutuel, et sans avoir une vision commune du monde et de la direction qu'il prend, il est possible d'isoler un ou deux domaines dans lesquels nous devons réellement continuer à progresser ? Comment voyez-vous cette vision globale, cette grande question par rapport à l'idée de « piocher quelques aspects » ?

Vladislav Inozemtsev, directeur du Centre d'études postindustrielles de Moscou, conseiller spécial pour le Russia Media Studies Project du Middle East Media Research Institute à Washington, DC.

Je dirais qu'en écoutant la discussion, j'ai réfléchi à la situation actuelle en général et, à mon avis, nous nous trouvons maintenant dans une situation où de nombreux processus anciens et fondamentaux sont encore en évolution et nous ne voyons pas une fin suffisamment proche de cette tendance pour comprendre si nous pouvons ou non orchestrer un nouvel ordre.

Premièrement, nous avons assisté, depuis le début du XXI^e siècle, à une intensification des conflits militaires dans de nombreuses régions du monde. Quoi qu'il en soit, je dirais qu'aucun objectif politique n'a été réellement atteint par une intervention armée. L'effet économique a été dévastateur pour de nombreux pays. Ce nouveau cycle de guerre, comme la guerre entre la Russie et l'Ukraine, contribue également à faire comprendre que les interventions militaires et la confrontation militaire sont désastreuses pour le monde contemporain, détruisant simplement la richesse économique et n'entraînant aucune conséquence positive. Aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, les guerres apportaient des avantages économiques aux vainqueurs. Or, ce n'est plus le cas. Avant que cela soit compris, je pense qu'il y a peu de chances qu'un nouvel ordre émerge.

Le deuxième point est que chaque fois que le nouvel ordre économique a été annoncé, de nouvelles tendances sont apparues qui ont rendu vains tous les espoirs en ce sens. Par exemple, dans les années 1960 et 1970, les pays producteurs de ressources naturelles sont devenus très performants sur le plan économique, à mesure que les prix des matières premières montaient en flèche et que davantage de nations souveraines étaient créées. Le concept d'un nouvel ordre économique international a donc été présenté aux Nations Unies en 1971. Cependant, en moins de vingt ans, tous ces pays furent ruinés par leurs énormes dettes et durent être sauvés par les États-Unis et d'autres pays développés.

La même situation s'est produite, comme je l'ai déjà dit, en Union soviétique et au Japon dans les années 70 et 80. Ils étaient également performants. Et puis un énorme changement systémique est apparu, les mettant sur la touche.

Aujourd'hui, nous avons cette compétition entre la Chine et le reste du monde, et je pense que nous devrions attendre encore dix à quinze ans pour comprendre quelle est la perspective pour la Chine. Si la Chine parvient au même résultat que le Japon en 1989, d'ici la fin de cette décennie, la perspective de l'émergence d'un nouvel ordre économique sera absolument différente.

Le dernier point évoqué par mes collègues et qui était très intéressant était le problème de la fiscalité et des refuges offshore. Ici, je dirais que le système fiscal qui existe aujourd'hui dans le monde entier prend ses racines au début du XX^e siècle, lorsque tous les systèmes fiscaux étaient conçus soit pour une économie mercantiliste, soit pour une économie industrielle, où tout était fixé à l'intérieur des frontières des nations, les ressources et les produits étaient reproductibles, et la bourse et les plus-values n'étaient pas aussi dispersées.

De nos jours, l'économie postindustrielle et les technologies de l'information créent beaucoup de richesses. Cette création de richesse est un moteur majeur de la croissance économique et de la prospérité dans les pays développés. Si on taxe les revenus personnels ou les plus-values, comme on l'a fait au cours des dernières décennies, on réduira et probablement arrêtera la croissance économique tout en démotivait les gens à créer et innover.

Par conséquent, mon argument serait qu'il y a une bonne raison pour que certains pays riches abandonnent la taxation des revenus pour taxer la consommation. On peut opérer ce changement immédiatement et, d'une manière générale, tout le cadre économique mondial, car le premier pays qui introduira ce nouveau système obtiendra d'énormes avantages compétitifs sur tous les autres, car l'inégalité des revenus est aujourd'hui bien plus grande que l'inégalité de la consommation, et donc taxer la consommation personnelle finale créera d'énormes incitations pour que les personnes riches et innovantes affluent vers les pays qui introduisent ce système, devenant, je dirais, des « offshores » productifs et tolérables.

Je dirais que trop de tendances issues d'un passé assez lointain dominent encore l'ordre économique mondial, et nombre d'entre elles pourraient s'évaporer et être modifiées au cours des dix ou vingt prochaines années. Donc, après, je pense que la perspective d'un changement de cet ordre économique serait beaucoup plus réaliste qu'elle ne l'est actuellement. Nous portons actuellement des œillères et nous ne pouvons pas voir autre chose.

Masood Ahmed

Je vous remercie. Nous devrions attendre une dizaine d'années jusqu'à ce que les choses deviennent claires – et je suppose que ma question, Yann, est la suivante : pouvons-nous nous permettre d'attendre ?

Yann Coatanlem, directeur général de DataCore Innovations LLC, président du Club Praxis

Je ne pense pas que nous puissions nous permettre d'attendre et je voudrais clarifier quelque chose sur l'idée de fixer des priorités. Nous avons besoin d'une vision globale dans laquelle l'impact de nos décisions est clairement évalué afin d'éviter des conséquences inattendues.

Si vous prenez l'exemple de la taxe carbone, cela va avoir un impact sur une mère célibataire qui a du mal à élever un enfant et qui a besoin de sa voiture pour rendre visite aux patients parce qu'elle est infirmière. La triste vérité est qu'aujourd'hui, les gouvernements n'ont pas la capacité de cibler des catégories de population très spécifiques. On peut définir des politiques en termes généraux, mais si on regarde combien d'argent on a gaspillé pendant la crise de la Covid ou pendant la période de forte inflation des prix du gaz au début de la guerre en Ukraine, on voit que le prix à payer est trop élevé.

Par conséquent, nous devons vraiment passer à la vitesse supérieure en termes de tarification des externalités. Je pense que c'est essentiel. Un domaine clé est le niveau approprié de tarification du carbone. Si l'on regarde les rapports du Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, on se demande beaucoup si de nouveaux projets dans le domaine des énergies fossiles devraient être autorisés. On voit



beaucoup d'arguments opposés de la part de différents acteurs, mais aucun consensus. Si nous avons un prix du carbone équitable (c'est-à-dire cohérent avec nos objectifs de décarbonation), divers intérêts seraient plus susceptibles de s'aligner.

Dans l'ensemble, il est très important que les ONG et les entreprises s'impliquent davantage dans la compréhension et la tarification des externalités, dans la création de données plus granulaires, pour leur propre bénéfice et pour aider les gouvernements à prendre de meilleures décisions.